L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAUNE & CIE.
No. 81, RUE CHARTRES.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 payable d'avance
JOURNAL PAR SEMAINE, $10 payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 29 JUIN 1841.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

AVIS.

Les Annonces qui contiennt de la ligne ordinaire des affaires d'un abonné à l'année, telles que vendition à l'encan par autorité de justice, ventes de plantations et habitations, maisons ou terrains à vendre, à loue, ou à affermer, esclaves marrons, animaux égarés ou égarés &c., lui seront portés en compte sépérément et aux prix ordinaires.

Les Annonces de mariages ou de décès, et tous autres avis dont le coût ne s'élèvera pas au-dessus de $5 devront être payés d'avance.

POLITIQUE ETRANGERE.
III.
DE L'AUTRICHE.

Pour revenons aujourd'hui l'examen des grandes puissances qui se trouvent mêlées aux affaires d'Orient et cherchons à apprécier la puissance Autrichienne, en la considérant du point de vue où vous nous sommes placés pour étudier l'Angleterre et la France. Nous n'avons pas besoin de justifier la présence que nous donnons à cette puissance sur la Russie; elle a été directement rattaché depuis plus d'une année au politique que le celle de l'Angleterre, que nous ne saurions trop rapprocher ces deux pays dans le rapide tableau que nous voquissons.

L'Autriche n'est point comme l'Angleterre accusée de mauvaise foi; comme la Russie d'ambition; comme la France de tendance révolutionnaire. Placé sous l'empire des traditions, son gouvernement paraît stable; il est à l'abri des orages parlementa res qui tourmentent ceux de Londres et de Paris, en même temps que par son caractère paternel il contraste avec le despotisme militaire de celui de St. Pétersbourg. L'Autriche possède une population égale à celle de la France et supérieure à celle de l'Angleterre. Elle touche par le Danube à la mer Noire et par Trieste à la mer Méditerranée : elle ne peut être inquiétée sérieusement, ni au Nord par la Prusse qui seule est plus faible qu'elle, ni au midi par l'Empire Ottoman qui tombe en ruines; elle est séparée de la France par les Alpes, le Rhin et les Etats intermédiaires dont cette dernière puissance n'a pas su se concilier les sympathies; elle n'a donc à redouter en réalité que le voisinage de la Russie.

L'empire d'Autriche a de l'unité par la religion; ses peuples sont généralement moraux et laborieux; il trouve dans le montagnes de la Croatie et du Tyrol, dans les plaines de la Moravie et de la Hongrie toutes les ressources de force militaire qu'il peut souhaiter, et pourtant il est vrai de dire que sa puissance est plus apparente que réelle. Il suffit de considérer séparément les divers éléments dont elle se compose. L'Italie est pour l'Autriche ce que l'Irlande est pour l'Angleterre, ce que les provinces rhénanes sont pour la Prusse, ce que le duché de Varsovie est pour la Russie, une cause de faiblesse plutôt qu'un principe de vitalité. L'Autriche y compte non pas des sujets dévoués à sa cause, mais des esclaves indignes et qui "frémissent encore sous le joug," comme dit un poète. Il est même à remarquer qu'une haine commune a depuis dix ans réuni toutes les parties de l'Italie jusque là divisées; que toutes les antipathies de races, de castes, de petites nationalités et d'opinions politiques ont cédé au besoin commun d'indépendance et de liberté; que l'Italie n'est faite une seule influence d'une oppression qui est partout la même, et que l'Autriche paraît conséquent ne pourra être attaquée par les Lombards sans l'être en même temps par tous les Italiens, qui n'attendent que le signal des *vepres autrichiennes*. Sans doute en Hongrie on ne demande point à l'Autriche le rappel de l'Union et la maison de Habsbourg y est mieux établie qu'au-delà des Alpes; mais on ne peut nier cependant que là aussi de sourds murmures ne se fassent entendre, non seulement parmi les magnats qui siegent dans les diètes, mais aussi dans la masse de la population que l'absence de commerce condamne à la pauvreté. Les Bohémes demeurent pensibles, mais leur repos, comme celui des Italiens, tient surtout à des craintes qu'un mouvement en Europe ferait évanouir, le gouvernement qui met deux- à quatre régiments autour de Prague, quatre à Kœnigswart, et qui en disémine beaucoup d'autres dans les villages, ne se fait pas illusion à cet égard. Il ne faut pas croire non plus que la Gallicie ait cessé entièrement d'être Polonaise, et que dans l'hypothèse d'un appel fait à ses souvenirs d'indépendance, elle demeurerait immobile et silencieuse. La politique du gouvernement autrichien qui comprend bien les dispositions réelles des diverses populations qu'il réunit actuellement sous son pouvoir, c'est de faire garder l'Italie par des Allemands, les provinces Allemandes par des Lombards; c'est d'envoyer les Autrichiens en Bohéme et des Croates en Autriche. Ces précautions contre le péril témoignent qu'il y croit et qu'il le redoute.

L'Autriche considérée isolément n'a jamais opposé de résistance aux ennemis qui l'ont attaquée. Gustave Adolphe, Frédéric II et Napoléon l'ont d'abord réduite à l'extrémité : elle n'est qu'un assemblage de parties hétérogènes et faciles à disjoindre ; elle manque d'unité sous le rapport politique et de nationalité sous le point de vue moral. L'Empereur d'Autriché est un même souverain pour les Lombards, les Tyroliens, les Bohémiens, les Hongrois, les Transylvains, les Illyriens &c, mais il n'est pas le *Roi d'une grande Nation !*

Un autre malheur pour l'Autriche, c'est d'être voisine de la Russie. Cette dernière puissance tient à sa discrétion le sort de la Moldavie, de la Valachie, de la Servie ; elle est maîtresse des bouches du Danube qu'elle peut ouvrir ou fermer à son gré au commerce de l'Autriche. Le Cabinet de Vienne ne peut ignorer que déjà ces dernières comprennent le czar dans leurs prières comme chef de leurs églises, ce sont là des faits graves, des faits patents et qui révèlent la situation critique où se trouve l'Autriche vis-à-vis de la Russie. En vain elle croirait pour prix de sa complicité avec celle-ci, obtenir quelques provinces, dépouille de la Turquie ; il n'y aurait point pour elle de compensation au malheur de céder Constantinople à l'envahissante reine du Nord ; jamais des acquisitions personnelles ne vaudraient celles qu'elles autoriseraient ; si une fois il y avait partage, elle devrait s'attendre à voir le czar se faire la part du lion; elle deviendrait elle-même plus faible de toutes les accessions de territoire qu'elle pourrait obtenir.

Nous avons dit plus haut que l'Autriche était plus forte que la Prusse, et cependant la Prusse doit lui donner quelques inquiétudes, d'abord comme alliée de la Russie et ensuite comme alliée de tous les Etats Allemand qui sont entrés dans sa ligne de douane; elle est par là condamnée à une surveillance militaire plus couteuse et menacée de voir diminuer les bénéfices de son commerce. La Prusse a d'ailleurs sur sa rivale un grand avantage : ses alliés tiennent à elle par un lien plus solide, celui des intérêts matériels; par un état de faiblesse comparativement plus grande et qui les soumet davantage à la métropole ; par un dévouement plus réel à la cause commune de la civilisation et du protestantisme. La Bavière, alliée naturelle de l'Autriche, est trop grande pour être docile, et quant à l'Italie, on sait ce qu'il faut penser de son dévouement à l'Empire.

Si l'on passe à des considérations d'un autre ordre, on arrive à des conclusions qui ne sont guères plus favorables à l'Autriche. Elle n'est point stationnaire seulement par principe de politique; elle est en quelque sorte contrainte à l'être par sa situation intérieure. En Bohéme il n'y a pas de classe intermédiaire entre les ouvriers et les nobles; il en est de même en Hongrie. Dans ces deux pays, partie si considérable de l'Empire d'Autriche, des barrières posées par la tradition et les préjugés arrêtent toute espéce de progrès social, sans lequel il n'y en a pas d'autres. Ajoutez à cela que la plupart des provinces de l'Empire forment comme autant d'Etats séparés sous le rapport des douanes et de l'administration et qu'il est impossible de les soumettre à un plan commun de réforme et d'amélioration. Enfin, nous ne prétendons point que le gouvernement Autrichien soit par lui-même ennemi des lumières, mais nous regardons comme un fait avéré qu'il en est pour lui du progrès scientifique comme du progrès industriel, c'est à dire qu'il n'est par en mesure de se hâter autant que les autres gouvernements, parceque sa bonne volonté sous ce rapport est paralysée par l'esprit de localité, par l'impossibilité de faire converger vers un même but les efforts de peuples différens et par l'apathie même des populations, à qui la jouissance du bien matériel tête le désir de se procurer les autres.

A ces causes de faiblesse qui tiennent à la position géographique de cet empire et à la nature diverse de ses éléments, il s'en joint d'autres qui tiennent à la politique de son gouvernement. Ce gouvernement en effet est dominé par deux craintes; celle de la révolution française et celle de l'ambition moscovite il cède tantôt à l'une de ces deux craintes, tantôt à l'autre ; il n'en suit qu'il n'est franchement ni ami ni ennemi de ces deux voisins, qu'il marche en tatonnant, et que, dans tou tes les circonstances où cela lui est possible, il se borne au rôle de spéculateur, attendant les événemens pour se mettre à leur suite.

Il n'a pas, dans l'année qui vient de s'écouler, changé cette politique, bien qu'il ait pris une part active à l'expédition de Syrie ; il ne s'est jamais montré qu'en seconde ligne et remorqué pour ainsi dire par le gouvernement [illegible] ; il ne s'est jamais tenu qu'en observateur et n'a pris recours contre les deux puissances qui l'ont épouvanté; souhaitons pour lui que ce n'ait pas une erreur, qu'il n'ait pas quelque jour à se repentir de n'avoir pas cherché des alliés plus voisins, un appui plus naturel !

L'affaire du général Smith et du major Honey sera incessamment soumise au grand jury.

CONCERT SPIRITUEL.—Les artistes du théâtre français veulent clôre la saison des plaisirs par une bonne œuvre : ils donnent ce soir dans la nouvelle Eglise de St. Patrick, un concert spirituel qui offre du grands attraits aux véritables amateurs de musique. Deux nouveaux ouvrages empruntés aux messes de M. Cherubini, plusieurs airs de *Joseph*, cet admirable opéra de Méhul, et quelques autres fragments de grands maîtres suffiraient pour satisfaire les plus difficiles. MM. Bernardet et Nourrit se feront entendre, et le nom de Mlle. Calvé, qui exerce toujours son charme sur notre public, attirera sans doute à St. Patrick la foule de ses fervens admirateurs.

Au nombre des passagers partis de New York le 19 sur le steamer Great-Western, nous remarquons les noms des personnes suivantes,de la Nouvelle Orléans, M. Plauché et sa dame, MM. Blanchard, B. Royse, Mateo Lopez, et W. Mure.

LES MORMONS.

Joe Smith, le chef des Mormons a été arrêté. On assure que les Mormons se sont emparés d'une certaine de milles acres de terre dans le territoire d'Iowa sous prétexte que ces terres leur avaient été données par Dieu même qui avait fait connaître en volonté toute puissante par la voix de son prophète et que nulle autorité humaine ne pouvait les leur contester.

S'il en est ainsi on ferait bien de prouver aux prophètes Smith que si le bras de la loi n'est pas si impuissant qu'il paraît il est capable de protéger la propriété. Mais on parle aussi de toute absence de moralité et de principes religieux et cette circonstance nous porte à mettre en doute la vérité des faits racontés. Attendons.

INTERIEUR.
CONGRES.

N'ayant pas reçu hier de lettre de notre correspondant, nous empruntons au *Charleston Courier*, le compte rendu suivant des travaux du Congrès.

WASHINGTON, 20 juin.

Le sénat n'a pas siégé hier.

A la chambre, M. Brown, de Philadelphie qui vient d'arriver dernièrement une altercation avec M. Stanly, a demandé la permission de présenter quelques mots d'explication. Plusieurs membres ont immédiatement crie : "Point d'explications personnelles ici—allez vous expliquer autre part." Il y a bien eu aussi quelques cris de "laisser parler" ; mais la chambre en masse a refusé d'écouter ces alternations personnelles qui ont eu bon précédent au commencement de la session.

La chambre s'est ensuite occupée d'une pétition de M. Pornance, de la Pennsylvanie, pétition présentée antérieurement et ayant pour but la revision du tarif dans un but de protection des fabriques américaines. M. Fornance, après avoir fait la motion de renvoyer cette pétition au comité des manufactures avec instruction de présenter un bill, a commencé un discours sur ce sujet; mais un membre a demandé s'il n'était pas hors de propos, d'après les réglemens récemment adoptés, de s'occuper d'un tarif de protection. L'orateur a décidé que quoique la distinction entre un tarif de revenu et un tarif protecteur soit très faible d'autant plus que des deux modes sont souvent mêlés et confondus, cependant il est clair que le Président n'a parlé dans son message que d'un *tarif de revenu* et que par conséquent la pétition doit être déposée sur le bureau. Déposé sur le bureau par un vote de 130 contre 66. Ce qui fait penser qu'il ne sera pas question pendant cette session d'un tarif protecteur.

Parmi les résolutions présentées ensuite, il en est une de M. Winthrop de Boston, ayant pour but la nomination d'un comité qui siégerait pendant le recès du Congrès pour s'entourer de toutes les informations possibles sur l'effet que produit un tarif de droits sur les manufactures, le commerce et l'agriculture du pays. Cette proposition a reçu sans doute adoption et mise à exécution, sur elle n'engage à rien et présente en outre des avantages incontestables. Des investigations fort utiles sont souvent faites par ce moyen en Angleterre.

M. Adams présente un certain nombre de pétitions abolitionistes. Cette présentation donne lieu, à la question de savoir si, d'après la règle adoptée, ces pétitions doivent être déposé sur le bureau ou retournés au membre charge de les présenter. L'orateur a décidé en faveur de cette dernière opinion.

Il a été tenu une assemblée publique hier soir, composée de citoyens de l'Etat de Pennsylvanie, au sujet d'une allocation convenable à faire à la famille du Général Harrison. L'opinion de l'assemblée a été que l'allocation faite par le bill qui vient d'être adopté par la chambre est insuffisante, et que les citoyens des Etats Unis doivent l'augmenter au moyen de souscriptions particulières jusqu'à la concurrence de cent mille piastres.

Le Commercial Advertiser de New York donne une traduction du dis ours d'ouverture de l'empereur du Brésil. Il ne nous paraît pas s ffisamment intéressant pour en faire même un sommaire.

NAVIRE MALECK-ADHELL.—Nous voyons par le Baltimore *Patriot* que la Cour de District des Etats-Unis a condamné le *Maleck-Adhell* comme pirate. Quant à un brick anglais *Albert* et à un brick Portugais ils ont été acquittés faute de preuves; il y a eu appel devant la cour de circuit.

Un navire, dit le *Journal de Commerce* du 19, s'est échoué ce matin sur *Romer Shoals*. Le capitaine Lyon est venu en ville dans un bateau de pilote et a immédiatement frété le steamer *Samson* pour porter tous les secours qu'exigeraient les circonstances. Lorsque le capitaine Lyon a quitté son navire il n'avait éprouvé aucune avarie et l'on espère pouvoir le mettre à flot sans difficulté et sans danger.

L'église de Franklin, Louisiane, a été saisie dernièrement et annoncée pour être vendue aux enchères. Cependant le créancier M. Carson a accordé du temps et la vente se trouve ainsi ajournée.

Il paraît qu'il y a eu quelques cas de petite vérole sur une plantation dans le voisinage de la Nouvelle Iberie, Louisiane.

Tout récemment un esclave appartenant au Docteur Beaumont, d'Ouest Baton Rouge, a été tué par un alligator au moment où il était occupé à tirer de l'eau du Mississipi.

"Un individu qui se nomme Adams a dernièrement été trouvé derrière l'habitation de M. Lee au bayou Grosse-Tête. Il dit qu'il était égaré dans les bois depuis quatorze jours, et qu'il n'avait pour toute nourriture, depuis qu'il s'était perdu, que des mures de ronces. Il était sans doute dans une situation pitoyable lorsqu'on le trouva. La chair de ses pieds était emportée jusqu'aux os, et s'habit déchiré, ses épaules, où il portait sa carabine, étaient écorchées au vif. Il se perdit près du bayou Alabama, pendant qu'il poursuivait une panthère."—(*Gaz. des Plant.*)

On lit dans la *Gazette des Attakapas* du 19 juin :

Le Bayou Pigeon est enfin ouvert à la navigation, et le Steam boat Patrick Henry y a passé à son dernier voyage. Depuis 15 ans environ, on avait cherché de temps à autre, à enlever l'embarras qui obstruait ce cours d'eau; mais on n'avait jamais pu y réussir; maintenant que cette entreprise est achevée, il paraît, à ce que nous avons dit le Capitaine Dorsey, qu'elle sera de très peu d'utilité: le bayou étant trop étroit et trop tortueux pour les bateaux à vapeur qui voyageant dans le Teche puissent y naviguer avec sureté. Nous le regrettons, parceque, en passant par cette route, on éviterait le Lac Chicot et un trajet de plus de 30 milles. Cet ouvrage, cependant, ne demeurera pas sans résultat favorable pour quelqu'un; les propriétaires de terre, sur ce bayou, en retireront de grands avantages.

KEY WEST.—Le *Courrier* de Charleston donne d'assez longs détails sur les sinistres et les sauvetages de Key West dans ces derniers tems. La goélette *Skip Jack* de la marine royale anglaise s'est perdue sur les Cayes de Cannons le 2 courant. Le brick *Cachier* de Taunton est rentré à la Jamaique, après être resté sept jours à couvert avant pouvoir doubler le Cap Antonio, et ayant perdu deux hommes de son équipage et deux autres malades. Les bricks *Bilbur, Ann Eliza* et *Leander* ainsi que la goélette *Abigail Eliza* ont quitté Key West le 16 courant pour se rendre à New York. Le *Mississipi* s'est mis en route le 5 pour la Nouvelle Orléans. Ce navire avait été estimé $20,000 par les commissaires chargés de faire l'estimation des frais de sauvetage à $15,000. M. A. Gore de la Nouvelle Orléans qui était à Key West pour les affaires du brick Leander dont il est propriétaire pour une part, a fait au capitaine les avances nécessaires sur le transport de connaissemente.—*Le Gunpowder* a été condamné; le sauvetage du navire a été estimé à 25 pour cent, et payable en nature.—Le sauvetage du brick *Leander* a été de 40 pour cent, également payables en nature.

Le brick *Louise* de Bordeaux avait été vendu dernièrement comme ayant la coque crévée, et avait été achetré par un citoyen de K. y West, mais le nouveau propriétaire s'étant aperçu que ce bâtiment avait été percé à dessein et qu'il y avait fraude au détriment de l'agent commercial français, la cour a décidé que la vente devenait nulle, que les premiers propriétaires conservaient leurs droits malgré l'autorisation de vente donnée par l'agent commercial, que le bâtiment serait vendu, que le produit de cette vente serait destiné à couvrir les dépenses de réparation faites par l'acheteur et que le surplus serait mis à la disposition des propriétaires.

—La goélette Walter M. était arrivé à Key West, ayant à bord le fameux chef indien Wildcat et quinze autres guerriers, le brick se rend, comme on le sait, à la Nelle Orléans.

EXTERIEUR.

FRANCE.—Nous avons parlé hier fort sommairement de la protestation faite à la tribune par M. Guizot au sujet des lettres attribuées à Louis Philippe; voici à ce propos un écrit un peu plus co plet que nous empruntons au *Courrier and Enquirer* de New York:

" Le président annonce à la chambre que le ministre des affaires étrangères a la parole. M. Guizot monte à la tribune au milieu d'un profond silence et dit: "Depuis quelque tems d'indignes mensonges ont été activement mis en circulation dans le dessein de persuader à la nation que le gouvernement du roi aurait joué vis-à-vis des puissances étrangères l'engagement d'abandonner l'Algérie. Si ces mensonges eussent été portés à la tribune, la surprise eût été de toutes signalés et flétris comme ils le méritent, par l'un des membres du ministère. Mais comme aucune de ces fausses allégations ne s'est présentée à la chambre, nous n'avons pas d'abord voulu lui faire l'honneur d'une réfutation. Cependant l'insistance avec laquelle on est revenu dans le public sur ces odieux mensonges, a été si grande, que le cabinet s'est cru, au moment où les chambres vont se séparer, dans l'obligation de donner un démenti formel à toutes ces calomnies. A aucune époque et sous aucune administration, le gouvernement du roi n'aura cette démonstration moins compétente que celle du pouvoir *de l'état n'a jamais pris la moindre engagement de ce genre.* Tous ces actes au contraire ont eu pour but la conservation des avantages qu'on peut retirer de la colonie le seul engagement qu'a pris le gouvernement est celui de garder la conquête accomplie par la valeur française. Sur le reste, jamais homme consulté un gouvernement n'a pensé à l'abandon de l'Algérie et les assertions qui prétendent le contraire, sont essentiellement fausses et calomnieuses.

Cette présentation du ministère des affaires étrangères a provoqué des explications de la part de M. le duc de Valmy : "M. Guizot, a dit l'honorable député, semble avoir fait allusion à un fait que j'ai publié en y joignant l'expression de mon opinion. (Bruit et interruption.) Je réclame le droit d'émettre mon opinion dans la Chambre comme je l'ai fait au dehors. Si vous trouvez que la France a résisté aux exigences de la Grande Bretagne (nouveaux murmures). Oui, je veux prouver que le gouvernement de la restauration n'a jamais pris pour Alger un engagement du genre de celui qu'on lui attribue, et je saisis avec empressement cette occasion de déclarer hautement que je n'ai pas dit un mot blessant dans ce que j'ai publié et je rendre hommage à un gouvernement qui avait à cœur l'honneur de la France." (Violens murmures.)

M. Guizot s'est empressé de répondre qu'il ne contestait à personne le droit d'exprimer son opinion à la tribune ou ailleurs, qu'il n'accusait point le gouvernement qui a précédé celui de Louis Philippe, que tous les Français seraient heureux d'apprendre que jamais aucun gouvernement n'avait eu l'idée de trahir les intérêts et l'honneur de la France. Il déclare que sa seule intention était de donner à de mensongères accusations le démenti le plus formel. (Approbation générale.)

—La Quotidienne annonce que Deutz, le juif converti qui a livré la Duchesse de Berry, vient de mettre fin à ses jours, "depuis quelque tems, dit ce journal, cet homme avait fait des pertes considérables dans des spéculations sur les fonds publics. La trahison l'avait enrichi,le jeu l'a ruiné. Réduit à la dernière misère, Deutz s'est précipité dans la Seine."

—Le *Temps* annonce que l'une des principales maisons de Lyon vient de suspendre ses paiemens La caisse centrale de M. Lafitte & Co. a, dit-on, environ pour 2,800,000 francs ($560,000) des acceptations de cette maison; mais heureusement elle a aussi entre les mains des garanties qui la mettent à l'abri de toutes pertes.

—Le 28, la ville de Ham a été soudain remplie par l'arrivée d'un détachement d'artillerie et de cavalerie qui avait fait marche forcée pour repousser une attaque projetée contre la citadelle par des amis du Prince Louis; ce projet, peut-être faux, a été déjoué.

CANADA.

Le *New-York Herald* du 19, donne le discours de lord Sydenham, prononcé à l'ouverture du Parlement Canadien. Le 15, la chambre s'est organisée ayant élu pour orateur M. Sewell, membre libéral ou partisan de la réforme. On a remarqué dans ce discours le passage suivant :

"Un sujet de Sa Majesté, un habitant de cette province, a été emprisonné dans les Etats sous une accusation de crime. Le pouvoir éxécutif de cette province n'a pas perdu un moment pour faire ses remontrances énergiques à cette occasion et des mesures ont été prises pour assurer la protection de cet individu en attendant l'action ultérieure du gouvernement de Sa Majesté.

Le Représentant de la Reine à Washington, a depuis peu demandé de demander son extradition. Je ne connais pas encore le résultat de cette démarche; mais je suis autorisé à assurer aux fidèles sujets Canadiens de Sa Majesté, que le gouvernement a pris la ferme détermination de les protéger de tout son pouvoir.

HAVANE.

Nous avons reçu par la goélette *Virginia Antoinette* des journaux de la Havane jusqu'au 16. On avait à la Havane des nouvelles du Mexique jusqu'au 15 mai. Un tremblement de terre a causé quelques dommages à San Louis ; une partie de l'argent d'une *conducta*, allant de Zacatecas au Saltillo, a été enseveli sous les ruines d'une maison ainsi que plusieurs hommes qui desfendaient de la *conducta*.

Le gouvernement mexicain commence à s'inquiéter des mouvemens des fédéralistes. Des troupes ont, à ce qu'il paraît, été envoyées du coté de Tabasco pour neutraliser les mouvemens d'Arago.

Il a été également récemment, nouvelle adjudication reconstruction, et gouvernement vendeur pour [illegible] qui leur étaient restées, et qui étaient [illegible] à un grand désappointement aussi [illegible] on reparut encore en scène, et un combat acharné s'engagea de nouveau autour de lui. Le faubourdon persista; mais celle fois, on [illegible]000 fr. qui, demeurèrent pour prix de la comédie.

Ce second vaudeau opéré, les intéressés sortirent, à l'exception du faubourdon et d'un autre ; la chambre était celle où ils couchaient.

—Ce n'est pas ça, dit le dernier ; je t'ai ménagé devant tous ces gens-là ; mais à nous deux, à présent, dis-moi la somme rondue de ton tableau. A 1,000 francs, mets-tu au-dessus ?

—Que la peste t'étouffe ! reprit l'autre ; je ne mets rien, et je ne cède rien. Je garde le tableau pour ce qu'il me coûte ; c'est bien assez. Je suis venu, comptant faire une affaire aussi gentille, et je jeu ne vaudra pas les frais.

—C'est ton dernier mot.

Oui, et que le feu d'en haut t'exterminie !

—Comme tu voudras ; mais souviens-toi que je te représenterai à la première occasion.

Et là-dessus, sans plus ajouter mot, chacun se coucha tranquillement.

Le lendemain, trois jours après le passais, préoccupé, dans les environs du Temple. J'avais écrit à Mme. R..... le malheur résultat de mon entreprise ; résultat qui n'avait piqué ; mais du moins j'avais eu une occasion d'écrire. Tout à coup, comme une connaissance que le hasard nous fait rencontrer, j'aperçois le fameux tableau sur l'étalage de revendeur ; je fus surpris de le voir placé négligemment, et, comme en mauvaise compagnie, parmi divers objets d'assez mince valeur. Un homme, passant alors auprès de moi, me froisse un peu le bras, et me fit un léger signe que je compris. Je le suivis ; j'avais reconnu cet acharné revolver qui avait offert les 1,000 fr. Lorsque nous ne fûmes plus vus de la boutique, il m'accosta.

—Eh bien ! Monsieur en veut toujours à ce tableau ?

—Mais oh non ; il y a longtemps que j'y ai renoncé. C'était trop cher pour moi dès le premier revirement.

—Ah ! vous savez l'oh bien ! Monsieur, le camarade avait un fameux bouillon. Offrez 50 écus de votre part, vous l'aurez pour 200 fr.

Je parus peu crédule.

—C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire ; je vais vous expliquer cela. Le lendemain de notre retour à Paris, le camarade porte ce tableau chez un riche amateur ; là, une réunion de connaisseurs décrète que ce n'était qu'une copie ; l'original est à la Muette, et sera vendu sous quelques jours, vous comprenez.

En effet, je vis le tableau pour 200 fr ; mais voici le bon de l'affaire : un des connaisseurs présens à l'estimation est acquéreur ; il ne transporte de sa personne à la Muette, et là, acquit la conviction que c'était la copie que j'y était et que je possédais l'original. Mon marchand vient en hâte chez moi : il m'offre 600 f., 1,200 fr., 100 louis ; je me moque de lui, et me voyant bien déterminé à garder le tableau, il m'apprend ce que je viens de te dire.

Un entrepreneur de pompes funèbres, qui avait été ruiné par la révolution de juillet, a été nommé directeur de la Monnaie, et le jeune homme qui était son premier commis, est devenu son successeur.

Le 28 juin, à 10 heures du matin, un violent incendie a éclaté dans la maison de M. Gobert, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 55. Le feu a pris dans le magasin de nouveautés de M. Gobert, et a gagné les étages supérieurs. Les pompes de la rue Neuve-Saint-Augustin et de la rue Neuve-des-Petits-Champs sont arrivées promptement ; mais, malgré leur prompte intervention, le feu a fait de grands ravages. Les pertes sont évaluées à 200,000 fr. environ.

Le château de Bellevue, en proie depuis plusieurs jours, aux gens de justice et aux brocanteurs, offrait hier un triste et hideux spectacle. Le cliquetis du marteau du commissaire-priseur, les cris des revendeurs, les disputes des curieux, les lamentations des gens de service, tout contribuait à donner à cette scène de désolation un caractère navrant. Les meubles, les tableaux, les objets d'art, les bijoux, les vêtemens, les dentelles, les cachemires, les porcelaines, les bronzes, les cristaux, les glaces, les tapis, les rideaux, les lustres, les candélabres, les pendules, les vases, les statues, les livres, les gravures, les armes, les chevaux, les voitures, les harnais, les selles, les fourrages, les provisions de bouche, les vins, les liqueurs, les cigares, les tabacs, les fleurs, les arbres, les arbustes, les plantes, les fruits, les légumes, les ustensiles de cuisine, les batteries de cuivre, les fourneaux, les fourchettes, les cuillers, les couteaux, les assiettes, les plats, les verres, les carafes, les bouteilles, les cruches, les pots, les terrines, les jattes, les cuvettes, les seaux, les balais, les brosses, les chaises, les fauteuils, les canapés, les tables, les commodes, les armoires, les buffets, les lits, les matelas, les draps, les couvertures, les oreillers, les traversins, les rideaux, les tentures, les tapisseries, les paravents, les cheminées, les glaces